

qu'ici—que c'est la médiocrité de tout le système qui est en jeu et que le Parlement suspendra ses séances ce soir, tandis que les postiers poursuivront leurs grèves tournantes. Certains endroits sont desservis, d'autres pas.

• (7.10 p.m.)

Le fait est que c'est le système tout entier qui est en jeu. Ce n'est pas simplement la carrière politique du président du Conseil du Trésor qui est sur la sellette. Peu importe qu'il négocie un accord ou non. Le fait est que si le gouvernement laisse aller les choses, il se trouvera en présence d'un cancer qui rongera tout le système.

Il y a eu hier deux ans que le gouvernement est venu au pouvoir sur la base de...

Des voix: Bravo!

M. Nowlan: Le député de Burnaby-Seymour (M. Perrault) et quelques autres applaudissent mollement. Je pense que les Canadiens applaudiraient mollement en songeant aux grandes promesses d'il y a deux ans. Un gouvernement élu au nom de la démocratie de participation, de la société juste et de toutes ces belles expressions redondantes que l'on prêche depuis que le Christ a marché sur les eaux de la mer de Galilée, manque à ses devoirs en permettant à la maladie de s'éterniser.

Le président du Conseil du Trésor a lancé une question facétieuse au chef de l'opposition (M. Stanfield). Il lui a demandé «Que feriez-vous»? Le chef de l'opposition—et le député de Burnaby-Seymour ne le sait que trop bien—n'a rien à voir avec les négociations contractuelles en cours.

Des voix: Oh, oh!

M. Nowlan: Si le jeune député de Matane veut bien tirer quelque chose de son cerveau je répondrai à toute question qu'il pourrait me poser.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député d'Annapolis Valley (M. Nowlan) a la parole. Si le député de Matane veut faire un discours, il pourra le faire après.

[Français]

M. Pierre De Bané (Matane): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député de Matane invoque le Règlement.

M. De Bané: Monsieur l'Orateur, mon vis-à-vis m'a invité à me lever pour lui poser une question à laquelle il répondrait avec obligeance. Alors, je la lui pose tout de suite...

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Ce n'est pas ce que j'ai compris. J'ai compris que le député suggérerait que si le député de Matane voulait faire un discours, il le pouvait. Le député veut maintenant savoir si le député d'Annapolis Valley accepterait une question.

[Français]

L'honorable député de Matane peut poser sa question.

M. Nowlan: J'essaierai d'y répondre.

M. De Bané: Monsieur l'Orateur, l'honorable député se lève tous les jours pour prononcer des discours sur n'importe quel sujet. Le président du Conseil du Trésor (M. Drury) lui a demandé de faire une suggestion constructive. Est-il en mesure d'en faire au lieu de prononcer des discours?

[Traduction]

M. Nowlan: Je n'ai pas fait trop de discours quotidiens, monsieur l'Orateur. Le fait est que je suis tout aussi spécialisé en matière de service postal que le député de Matane ou que le président du Conseil du Trésor, puisque mon courrier est en retard de deux jours ou de deux semaines ou de deux mois. Je me sens donc tout aussi capable que n'importe qui de traiter du service postal.

Ce que je tiens à signaler, c'est que le Parlement va bientôt s'ajourner. Très bien. Quittons ces lieux puisque délibérations, dialogue et débats ne nous permettront pas de remédier à la situation des Postes. Malgré la déférence que je dois au ministre des Postes et des Communications, je ne crois pas que l'on trouve une solution au conflit tant qu'il conservera ce portefeuille. De fait, je crois que les syndicats postaux aimeraient bien avoir sa tête sur un plateau. Pour ce qu'elle vaut en fait de politique, si cela devait résoudre le problème postal, je pense que l'on devrait mettre sa tête sur un plateau, et je crois que le président du Conseil du Trésor devrait examiner la chose. Monsieur l'Orateur, il n'y a aucune malice volontaire dans cette proposition ni aucune arrière-pensée.

Si le député de Hillsborough (M. Macquarrie) et celui d'York-Sud (M. Lewis) qui, incidemment, n'a pas trouvé le temps de rester, ont réclamé ce débat, c'était pour attirer l'attention du gouvernement non pas seulement sur l'administration du ministère des Postes mais sur le fait que tant que la situation durera les Canadiens s'interrogeront de plus en plus sur l'ensemble du système. A cet égard, le problème des postes est très important mais le président du Conseil du Trésor semble incapable de le régler.